

<https://ricochets.cc/Les-tyrans-ecrasent-encore-plus-ceux-qui-restent-gentils-avec-eux-7802.html>



Politique : les tyrans écrasent encore plus ceux qui restent gentils avec eux

- Les Articles -



Date de mise en ligne : dimanche 25 août 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Beaucoup d'entre nous ont fait l'effort de voter en juin pour s'éviter l'extrême droite au pouvoir, mais pour le reste on attend rien de bon des élections, des institutions et des partis, fussent-ils de gauche.

Et ça se confirme une fois de plus avec les manœuvres de l'autocrate Macron et de ses complices, des magouilles permises par la « souplesse » du système et la complicité de nombreux dirigeants et médias.



Politique : les tyrans écrasent encore plus ceux qui restent gentils avec eux

Avec de telles institutions non-démocratiques et un modèle de société encastré dans le totalitarisme capitaliste écocidaire dopé au destructeur système techno-industriel, rien de bon ne peut sortir des règles truquées et orientées en vigueur.

Pourtant les partis de gauche, et, plus étonnant, beaucoup de leurs électeurs, affectent encore de croire en la possibilité institutionnelle d'un gouvernement NFP et à l'application du programme NFP (programme très « modéré » et souvent flou, et qui est très problématique ou lacunaire sur de très nombreux points).

Une rupture politique conséquente serait possible sans une énorme grève générale insurrectionnelle ?

Ces partis, électeurs et syndicats de gauche semblent être nombreux à croire, ou à laisser croire, qu'une rupture politique conséquente serait possible sans une énorme grève générale insurrectionnelle (voire plusieurs) accompagnée de nombreux ses manifs, émeutes, blocages et sabotages, sans une forme « d'an 01 » (on arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste).

Ils sont irresponsables et ne tirent aucune leçon des gouvernements Hollande et Macron (et des précédents). Surtout ils ne tiennent pas compte de la réalité irréformable et intransigeante de l'Etat et du capitalisme, et plus largement de la civilisation techno-industrielle.

Ils diront que « la grève générale et le soulèvement en masse » ça ne se décrète pas, c'est vrai, mais on peut au moins y appeler régulièrement, le justifier à la moindre occasion, s'y préparer activement, habituer « l'opinion » à l'idée.

L'histoire montre que les tyrans, autocrates, oligarques à la grosse tête... écrasent/entourloupent encore plus les contestations « molles » qui les respectent et restent dans les règles établies par le système pour s'assurer de sa perpétuation.

Les chefs du NFP, en restant gentils, apaisés, polis et légalistes sont assurés de recevoir en retour mépris et piétinement appuyés.

De toute façon toute forme de gauche conséquente sera ardemment détestée et combattue, alors autant l'accepter, être offensif et désobéissant/ingouvernable, et rentrer dedans les bourgeois et leur système mortifère. Ce qui aurait une chance d'embarquer plus de monde et de favoriser de vrais débordements.

De leur côté, les peuples de gauche et autres alliés vont-ils rester majoritairement gentils ou/et soumis, ou vont-ils se révolter un jour pour de bon en utilisant les moyens vigoureux imposés par l'intransigeance violente et jusqu'au boutiste du système en place et de ses partisans forcenés ?

Au lieu de subir trop passivement la crise politique en cours, les crises économiques à venir, les catastrophes écologiques et le risque accru de l'extrême droite historique au pouvoir, quand est-ce qu'un nombre beaucoup plus conséquent de personnes va se lever pour prendre les choses en main et passer à l'offensive ?

Dès septembre, s'engager dans le développement partout d'une culture de résistance et de solidarité, avec très vite le passage à l'offensive ?



Politique : les tyrans écrasent encore plus ceux qui restent gentils avec eux

LE COUP D'ÉTAT QUI VIENT

- **Refus de nommer une première ministre de gauche, passage en force, dissolution suivie de l'effacement d'une élection : récapitulons la gravité de la situation**

Revenons un peu en arrière. Au début du mois de juin, Macron créait un chaos politique inattendu : il prononçait, juste avant l'été et au soir d'élections européennes qui avaient vu triompher l'extrême droite, une dissolution de l'Assemblée Nationale. En urgence, **il provoquait ainsi des élections législatives cruciales dans un laps de temps extrêmement court, à la veille des vacances estivales.**

Macron n'avait qu'un seul objectif : une victoire de l'extrême droite

Macron n'avait qu'un seul objectif : une victoire de l'extrême droite. Absolument toutes les conditions étaient réunies : le RN plus haut que jamais, renforcé par son score aux Européennes, la gauche divisée et défaite, le camp macroniste détesté, les médias en ordre de bataille pour faire campagne en faveur de l'extrême droite et contre la gauche. Tout était prêt, jamais la situation n'avait été aussi favorable au RN.

Le 14 juin, Le Monde révélait cet échange de Macron avec un « grand patron, familier de l'Élysée » qui lui avait demandé à propos de la dissolution : « Pas trop dures, ces journées ? ». Réponse de Macron, amusé : « Mais pas du tout ! Je prépare ça depuis des semaines, et je suis ravi. Je leur ai balancé ma grenade dégoupillée dans les jambes. Maintenant on va voir comment ils s'en sortent... »

Macron a même mis sa pierre à l'édifice : pendant trois semaines, son camp a cogné de toutes ses forces contre la gauche, accusée de tous les maux. Et le président a lui-même dénoncé « l'immigrationnisme » du Front Populaire, et la possibilité de « changer de sexe », reprenant ainsi les mots et les idées de l'extrême droite. Et pour être sûr de bien clarifier les choses, Macron a fait savoir dans l'entre-deux tours dans la presse qu'il comptait nommer Bardella Premier Ministre, même sans majorité absolue du RN. Tout était prêt, la seule question dans les médias, était de savoir à quel niveau serait la victoire des fascistes.

Contre toute attente, c'est finalement l'alliance du Front Populaire qui est arrivée en tête. Une surprise pour Macron. Et d'un coup, tout s'est arrêté. Il n'était plus question d'urgence, plus question de nommer un Premier Ministre dans la foulée des élections, plus question d'un nouveau gouvernement. Non, il fallait une « trêve olympique », qui dure désormais depuis deux mois. Et toute parole politique était accusée de "gâcher la fête".

Depuis deux semaines, pour continuer à gagner du temps, les macronistes intensifient les diffamations, répétant jusqu'à la nausée que la France Insoumise, premier parti de gauche, serait « anti-républicain », transformant les insoumis en épouvantails absolus qu'il faudrait écarter à tout jamais d'un gouvernement, même en cas de succès électoral.

Le 24 août, Jean-Luc Mélenchon a donc accepté d'écarter toute nomination de ministres LFI dans un gouvernement du Nouveau Front populaire. Puisque c'est ce qui était censé bloquer, en théorie, plus rien ne s'opposait à la nomination du gouvernement.

Mais le camp présidentiel a encore changé de posture. Les macronistes assurent qu'ils voteront une motion de censure contre tout gouvernement de gauche, même sans les insoumis. L'élue Renaissance Nathalie Loiseau estime que « le programme du Front Populaire entraînerait un déclassement inévitable pour notre pays. Il serait irresponsable de soutenir un gouvernement décidé à l'appliquer » et le député Karl Olive estime « Ce n'est pas parce que La France Insoumise ne sera pas dans le poulailler que Jean Luc Mélenchon ne sera pas à la plume ! Ça ne change strictement rien ». Ces gens ont un grave problème avec la démocratie, même représentative.

En parallèle, Macron fait savoir qu'il ne nommera pas Lucie Castets Première Ministre. Cette énarque de centre-gauche proche du PS était pourtant désignée par le Front Populaire, le groupe arrivé en tête le 7 juillet. Elle avait même annoncé être prête à négocier avec les autres groupes, ce que les macronistes n'ont jamais fait. Mais peu importe, pas question.

Ces gens ne lâcheront pas le pouvoir, ils empêcheront par tous les moyens la gauche, même la plus tiède, d'accéder à une once de pouvoir.

Les masques tombent. Les procès en « anti-républicanisme », en antisémitisme, en « bordélisation » qui visaient la France Insoumise touchent désormais toute la gauche jusqu'au PS. Ces accusations ont toujours été malhonnête et factices, c'est désormais toute l'opposition qui est considérée comme étant "hors de l'arc républicain". **C'est le verdict des élections - que les macronistes ont eu même provoqué - qui est refusé. Ces gens ne lâcheront pas le pouvoir, ils empêcheront par tous les moyens la gauche, même la plus tiède, d'accéder à une once de**

pouvoir. Il s'agit bien d'un coup d'État institutionnel et légal du camp néolibéral.

Selon Le Parisien, Macron ne veut pas voir « détricoter » ses réformes économiques et sociales. Le Monde avait déjà indiqué qu'Emmanuel Macron « refusait de changer sa politique sur le fond », après sa double défaite électorale. Le 25 juillet, il invitait à l'Élysée des grands patrons internationaux venus pour la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques, notamment Elon Musk et Bernard Arnault. « Selon une conseillère élyséenne, **Emmanuel Macron a voulu "rassurer" les patrons inquiets après des élections législatives désastreuses, en se portant garant que ses réformes structurelles ne seraient pas remises en cause** ». Il n'a jamais eu l'intention de se conformer à un vote qui lui serait défavorable.

En parallèle, alors que son gouvernement est prétendument « démissionnaire », les attaques n'ont pas arrêté de pleuvoir durant l'été : modification du code du travail, licenciements à la Protection Judiciaire de la Jeunesse, baisse, réforme scolaire, loi immigration, projet de programme d'austérité, baisse des aides à l'emploi pour les personnes en situation de handicap ...

Si cela se passait dans n'importe quel autre pays, les médias parleraient de putsch

Macron voulait terminer son mandat par une cohabitation avec l'extrême droite, qui lui aurait permis d'aller encore plus loin dans l'autoritarisme, de continuer à assurer les intérêts des plus riches et de créer le chaos qui lui aurait permis de briguer un troisième mandat. Son plan a échoué, mais il compte bien l'appliquer quand même. Si cela se passait dans n'importe quel autre pays, les médias parleraient de putsch.

Les riches ont toujours maintenu leur domination, mais en France, c'était sous les apparences de la démocratie et de l'alternance jusqu'à présent. A présent, ils se radicalisent. Tout le monde peut constater que le vote ne sert à rien. La bourgeoisie ensauvagée est mauvaise perdante. Pour la ramener à la raison, il ne reste que la rue.

(post de Contre Attaque)



j'dis ça j'dis rien 🇫🇷 @jdicajdisrien · 15 h

On pensait que Macron avait dissous l'assemblée :

Il a en fait dissous la République française.

Politique : les tyrans écrasent encore plus ceux qui restent gentils avec eux

DESTITUTION !

35 députés Ensemble ont été élus grâce aux électeurs de gauche et grâce au désistement des candidats LFI ou NFP et maintenant ils crachent sur leurs électeurs en refusant un 1er ministre NFP. Destitution !

(posté par LuttésInvisibles)



Politique : les tyrans écrasent encore plus ceux qui restent gentils avec eux